

Somalie: pressions et "remote control" pour les ONG en zone shebab

NAIROBI (ZZZ), 25 juil. 2011 (AFP) -

Si les insurgés shebab refusent toujours le retour en Somalie des organisations humanitaires expulsées à partir de 2009, une vingtaine d'ONG internationales y opèrent depuis deux ans avec une relative efficacité, sous le strict contrôle des islamistes.

"Nous arrivons à travailler, même si c'est parfois frustrant", résume Yves Van Loo, porte-parole à Nairobi du Comité international de la Croix Rouge (CICR), présent de façon permanente en Somalie depuis 1991.

Face à la famine qui sévit selon l'ONU dans le centre-sud somalien sous domination shebab, le CICR a pu distribuer ce week-end près de 400 tonnes de nourriture aux populations, "en toute transparence" et en gardant "le contrôle de A à Z" de toute l'opération.

Depuis le bannissement de plusieurs ONG --essentiellement anglo-saxonnes-- pour "espionnage" et prosélytisme chrétien, ce sont ainsi une vingtaine d'organisations, parmi lesquelles des acteurs majeurs du monde de l'humanitaire, qui poursuivent tant bien que mal leurs opérations au coeur des territoires islamistes.

Aux côtés du CICR, on trouve Médecin sans frontière (MSF), Action contre la faim (ACF), Solidarités international, Danish Refugee Council, Norwegian Refugee Council, Coopi...

En deux ans, ces ONG, qui ne disposent pas d'employés occidentaux sur place, ont pu mettre en oeuvre de nombreux programmes. Elles travaillent le plus souvent avec des représentations permanentes, et des équipes locales somaliennes expérimentées.

"Les expatriés pilotent les projets depuis Nairobi, sur le principe du remote control" (contrôle à distance), explique Emmanuel Rinck, directeur du NSP, programme d'appui aux ONG intervenant en Somalie.

Aux expatriés les décisions stratégiques, relatives à la gestion des projets, la signature de contrat, les recrutements ou encore les transferts d'argent. Aux Somaliens la mise en oeuvre des opérations.

"Notre staff est issu et travaille avec les communautés locales: il a une compréhension totale de la situation (...) et assez de compétences pour mener nos activités", assure le directeur pays d'ACF, Jens Oppermann.

"Déjà mise en oeuvre par le passé en Somalie, en Tchétchénie, et en Afghanistan, cette méthodologie du management à distance n'avait jamais été développée à une telle échelle", reconnaît-il.

Elle pose inévitablement le problème de possibles détournements et de l'instrumentalisation de l'aide.

"En deux ans, les ONG ont développé toute une série de stratégies pour minimiser les risques", selon M. Rinck: procédures de suivi, contacts quotidiens avec le terrain, utilisation de la photo/vidéo, sondages des communautés, audits externes via des experts somaliens...

Le tout se déroule sous la pression continue des shebab, aux yeux desquels toute organisation étrangère est suspecte.

Les ONG doivent donc mener au quotidien de délicates négociations avec l'administration et les commandants shebab locaux, en jouant notamment de la contre-influence des communautés et chefs de clans.

Certaines tentent également de discuter au niveau national, via les leaders les moins extrémistes du mouvement, ou plus formellement avec "l'Office de surveillance des agences étrangères" des shebab, en charge depuis Mogadiscio de la gestion de l'aide.

"Le système fonctionne, avec des situations très différentes d'une région à l'autre", constate le directeur du NSP, pour qui cependant "l'aide distribuée reste quantitativement limitée".

En rejetant vendredi tout retour des organisations chassées en 2009, les shebab ont confirmé que les ONG encore présentes dans le centre-sud somalien pourront continuer à travailler.

C'est une "relative fenêtre d'opportunité" pour gérer la crise actuelle, selon NSP. A condition que la communauté internationale se plie à la règle du "remote control". Et que les ONG concernées disposent de la marge de manoeuvre nécessaire sur le terrain pour gérer un afflux massif de l'aide.



hba/aud/al

Afp le 25 juil. 11 à 14 54.